

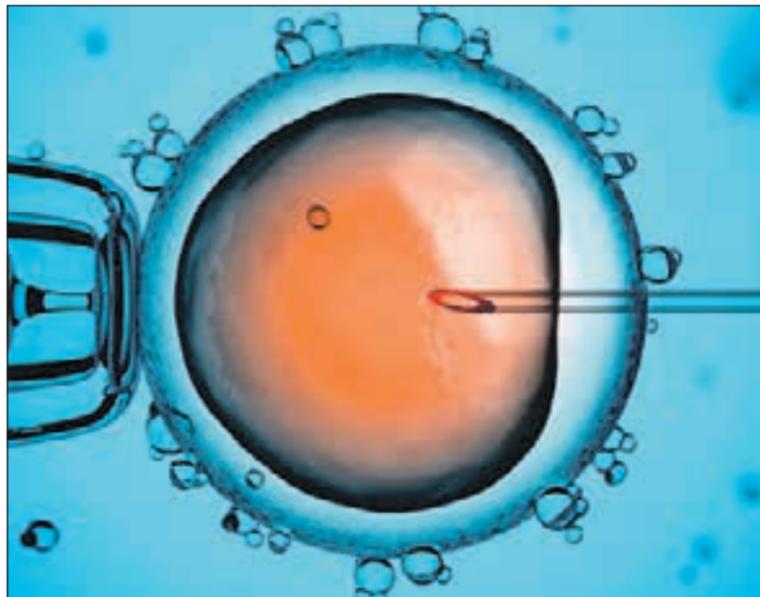
Don de gamètes : vers une accentuation de la pénurie ?

Alors que la PMA (Procréation Médicalement Assistée) pourrait être ouverte à toutes les femmes en 2019, l'offre de gamètes et notamment d'ovocytes est d'ores-et-déjà nettement inférieure à la demande.

La grande campagne nationale d'information vient à peine de toucher à sa fin mais les enjeux demeurent primordiaux. Tout au long du mois de novembre, l'Agence de la biomédecine s'est en effet employée à sensibiliser le grand public sur les besoins toujours plus importants en dons d'ovocytes et de spermatozoïdes afin de répondre à la demande des couples confrontés à une infertilité médicale. Si les statistiques établies en 2015 par l'Agence de la biomédecine font état d'une augmentation du nombre de donneuses et de donneurs par rapport à l'année 2014 (+8% pour les femmes ; +7% pour les hommes), la demande de gamètes reste hélas largement supérieure à l'offre. «Chaque année, 3500 nouveaux couples souffrant d'une infertilité s'inscrivent afin de bénéficier d'un don de gamètes. Une démarche à la fois éprouvante et porteuse d'espoirs qui, bien souvent, représente la dernière étape d'un long parcours d'assistance médicale à la procréation» souligne l'Agence.

Allongement des délais

Avec 540 femmes et 250 hommes qui ont en France, en 2015, fait œuvre de don, les chiffres attestent bien d'un écart flagrant entre l'offre et la demande. Toujours selon l'Agence de la biomédecine, il faudrait 1400 donneuses annuelles pour répondre aux besoins actuels, soit trois fois plus qu'aujourd'hui. Malgré l'évolution de la législation, qui permet depuis le début de l'année 2016 aux femmes et aux hommes n'ayant pas eu d'enfant de devenir donneur et de conserver pour eux-mêmes des gamètes prélevés, les carences n'ont pas été comblées. De quoi inquiéter le monde médical, dans la mesure où les recours à la PMA augmentent de manière tendancielle, mais surtout parce que les besoins de gamètes pourraient rapidement s'accroître dans les mois qui viennent si le gouvernement décide d'ouvrir la PMA, jusqu'ici réservée uniquement aux couples hétérosexuels infertiles, à toutes les femmes, c'est-à-dire aussi aux couples homosexuels féminins. Le 12 septembre dernier, la secrétaire



d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa a effectivement confirmé sur le plateau de RMC-BFM TV que l'ouverture de la PMA à toutes les femmes serait proposée dès l'année prochaine dans le cadre de la révision de la loi de bioéthique. Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), qui dans un rapport daté de juin dernier avait émis un avis favorable à l'ouverture de la PMA, s'interrogeait toutefois sur les conséquences possibles d'une telle perspective. «Du fait de l'insuffisance de l'offre, le risque existe, en cas d'élargissement des indications de

l'insémination artificielle aux donneurs, de prolonger pour tous les délais d'attente, et donc d'augmenter l'âge auquel les femmes pourraient y accéder et de diminuer les chances de succès de cette procédure» estimait alors le CCNE.

«Donneur de bonheur»

Face à cette situation potentielle, et alors que certains pays comme le Danemark ou l'Espagne rémunèrent les donneurs, le CCNE a immédiatement écarté toute remise en question de la gratuité du don. «Les critères que sont l'anonymat, la gratuité et le libre consentement

sont très importants» rappelle Marie Montagut, médecin biologiste de la reproduction à la clinique Saint-Jean du Languedoc à Toulouse et coordinatrice de l'IFREARES (Institut francophone de recherche et d'études appliquées à la reproduction et à la sexologie).

«Il faut rassurer les femmes qui seraient susceptibles de faire un don d'ovocytes en leur précisant bien que cela ne met en aucun cas leur fertilité en péril. Par ailleurs, l'équipe fait tout pour réduire au maximum les contraintes liées à l'acte même du don et pour concentrer l'ensemble des procédures légales, à leur convenance» poursuit la jeune femme.

A l'instar des éléments de sensibilisation déployés par l'Agence de la biomédecine («Quel donneur de bonheur êtes-vous ?...»), Marie Montagut insiste elle aussi sur la dimension altruiste du geste. «Les donneurs ont réellement la sensation de se rendre utile et certains sont d'ailleurs encouragés à donner leurs gamètes parce qu'ils connaissent des couples dans leur entourage ou leur famille qui sont en attente d'une PMA» précise-t-elle. En Occitanie, trois centres accueillent celles et ceux qui souhaiteraient donc devenir «donneurs de bonheur» : l'IFREARES de Toulouse, ainsi que les CECOS (Centres de conservation des œufs et de sperme humains) de Toulouse et de Montpellier.

Nicolas Coulaud

Rens : www.agence-biomedecine.fr

Meeting Lab : un fleuron pour les réunions d'entreprises...

L'espace d'accueil créé voici trois ans en plein centre de Toulouse par Europa Group s'est imposé comme un modèle du genre.

Cour pavée de galets roulés, hauts bâtiments en brique rouge : c'est en plein cœur du vieux Toulouse, rue Saint-Pantaléon, à quelques dizaines de mètres de la Place du Capitole, que le Meeting Lab a ouvert ses portes en novembre 2014. Bois clair, moquettes sur lesquelles on progresse à pas feutrés, mobilier de choix, immense salle à manger, cuisine professionnelle, bars en service à volonté : le standing de l'endroit saute aux yeux du visiteur.



Pour Europa Group, qui possède le Meeting Lab, le lieu est chargé d'histoire. C'est ici, en 1987, que Florence Lallemant de Malfette et Marc Doncieux ont installé les tout premiers bureaux de cette entreprise toulousaine alors balbutiante, devenue aujourd'hui un des leaders de l'organisation de congrès en France, employant 260 personnes et générant près de 90 millions d'euros de chiffre d'affaires chaque année. Sur les trois niveaux du Meeting Lab se répartissent six espaces pouvant accueillir réunions de travail, séminaires, ateliers et conférences. Trois salles de réunion, un petit salon, un auditorium et une salle à manger. Au total, ce sont 600 m² de surface qui se caractérisent par leur modularité et leur haute technologie.

«Chaque volume du bâtiment est sonorisé de manière indépendante. Cela permet d'adapter les ambiances acoustiques en fonction des espaces et de leur utilisation

du moment. La gestion des stores, du chauffage et de la climatisation, des ambiances musicales et lumineuses ainsi que des écrans est pilotée de manière centralisée grâce à une dalle tactile. Les technologies connectées et les apports les plus récents de la domotique nous permettent de simplifier la vie des hôtes et de proposer un accueil ultra-personnalisé» indique Cécile Cestan, la directrice du Meeting Lab.

Le souci du détail

Imaginé par l'architecte et designer Marc Deloche, le Meeting Lab se distingue aussi par un intérieur chaleureux où le confort et l'ergonomie ont été poussés à un niveau très élevé. «Tout est réuni pour créer une atmosphère favorisant le travail en commun dans la convivialité. La clarté du lieu facilite la réflexion, tandis que l'élégance et la qualité des matériaux apportent

confort et sérénité pour étudier et discuter en toute quiétude. L'équipement des différents espaces fournit tout le support nécessaire à la fluidité des échanges» poursuit la directrice.

Ce soin porté au moindre détail, la flexibilité et la grande discrétion dont peuvent bénéficier les clients sont un des points forts du Meeting Lab. «Nous avons l'expertise des métiers de la réception, donc nous sommes partis de notre propre expérience-client. La recherche de leur satisfaction doit être extrême» précise Cécile Cestan.

Les directions d'entreprises, qui ont de plus en plus tendance à organiser «hors les murs» les réunions et les séminaires de travail, sont sensibles à ces prestations haut-de-gamme, qui permettent à leurs salariés et à leurs collaborateurs d'évoluer dans un univers très différent de celui de leur quotidien. «Le fait d'être dépayés favorise la concentration des salariés. Ceux-ci perçoivent également que leur direction est soucieuse de ce que l'on appelle le bien-être au travail» ajoute encore Cécile Cestan. Le succès de la formule est d'ailleurs au rendez-vous puisque 80% de clients du Meeting Lab y sont déjà venus deux reprises, tandis que certaines entreprises y sont présentes plusieurs fois par mois tout au long de l'année.

N.C.

Rens : www.meetinglab-europa.com

► CONFIDENTIEL

EN FORME. Jean Luc MOUDENC. Le Maire de Toulouse, a l'intelligence de ne pas "s'occuper" des problèmes internes du parti "les Républicains" auquel il appartient. On disait, ça et là, qu'il pourrait rejoindre "En Marche". Des rumeurs balayées par MOUDENC très vite.

On disait aussi qu'il s'afficherait aux côtés de Maël de CALAN, proche d'Alain JUPPÉ. Il n'en a rien fait. Il aurait pu, selon d'autres "rumeurs", adhérer au nouveau mouvement "AGIR" du député Franck RIESTER... Ce lundi, son entourage démentait. MOUDENC ne veut plus - il l'a dit et écrit - rentrer dans ces querelles byzantines qui ne l'intéressent plus. Il se consacre à Toulouse et à la Métropole. "Il regarde, bien sûr, ce qui se passe" dit-on chez ses proches. Un peu désespéré, sans doute, de voir sa famille se déchirer. Mais peu étonné en fait de ce qui arrive. Il le pronostiquait depuis longtemps, conscient que la victoire d'Emmanuel MACRON changerait la donne. C'est ce qui est arrivé.

Alors, aujourd'hui, il ne vit que pour Toulouse et son agglomération. Il est en campagne (nous l'écrivions il y a peu) et fait avancer les dossiers qu'il considère majeurs. La LGV notamment. C'est ce qui lui importe. Et on ne peut que lui donner raison. Il sait de toute manière qu'il réussira à mener une liste diverse avec les Républicains, le MODEM, quelques centristes et des élus d'En Marche. En jouant le rassemblement, il parie gagnant. A suivre.

EN POINTE. C'était l'événement politique de dimanche dernier. Le Président du Conseil départemental de Haute-Garonne, Georges MERIC, a signé un texte avec sept autres présidents de département et se porte donc candidat pour expérimenter le "revenu de base", "sans dogmatisme, sans certitudes, mais avec l'intuition que son émergence est l'occasion de porter un nouveau regard sur les défis du présent". MERIC et ses collègues, mettent en exergue l'expérience des collectivités locales en matière sociale. Un pari. On peut ne pas être d'accord avec cette vision. C'est notre sentiment. Admettons cependant que cette initiative, qui vient après la mise en place du RMI (un échec) et du RSA, doit être regardée avec intérêt.

Non, selon nous, quelle règle instantanément les problèmes du chômage. Mais "c'est une expérience à tenter" selon Georges MERIC. L'homme a des convictions affirmées on le sait. Solide dans les épreuves, le Président du Conseil veut avancer et promouvoir les idées qui sont les siennes. On ne saurait le lui reprocher. A suivre.

BATTUS. Notre confrère "La Dépêche du Midi" se préoccupait, le week-end dernier, de ces députés sortants et battus lors des législatives de juin dernier. Ainsi, Gérard BAPT, Catherine LEMORTON, Christophe BORGEL ou Kader ARIF, se sont-ils confiés. Les quatre anciens parlementaires sont amers. On le sait.

Kader ARIF, plus que ses trois anciens collègues. Il est resté en retrait et souhaite redevenir un "citoyen ordinaire". Ce qui ressort de ces portraits, c'est que tous quatre, hormis sans doute Catherine LEMORTON, n'ont plus le souhait de repartir dans des combats politiques incertains. Ils n'ont plus envie. LEMORTON pourrait, éventuellement, se relancer. On disait, il y a quelques mois, qu'elle s'intéressait à Toulouse. Mais la tâche semble ardue. En interne, au sein du Parti socialiste, cela s'est sûr. Mais aussi en ville. Même si elle fût un bon parlementaire, très travailleuse, elle est restée femme de dossiers. Et pour être candidate dans une élection municipale, ce n'est pas suffisant. Décrocher de la vie publique, n'est pas chose facile, les quatre anciens députés de Haute-Garonne, l'ont décrit - chacune à leur manière - dimanche dernier.